

Rencontre avec Monsieur le Sous-préfet, jeudi 25 juillet 2013

Les élus de « la gauche et l'écologie d'Antibes », Gérard Piel et Cécile Dumas, ont rencontré Monsieur Bouabane-Schmitt, sous-préfet de Grasse pour aborder les sujets suivants :

- Les expulsions locatives
- Les espaces vacants et en friche du Cap d'Antibes
- Le foncier public
- Les salariés d'Astek

Monsieur le Sous-préfet nous a bien affirmé qu'aucun recours à la force publique sera signé de ses services pour les personnes prioritaires DALO comme le dit la circulaire de la ministre Cécile Duflot. Un prioritaire DALO ne peut pas être expulsé.

Malheureusement, cette affirmation ne nous rassure pas sur le fait que des expulsions aient lieu durant l'été alors que les structures d'hébergement d'urgence sont pleines et que tout le monde est bien conscient que l'expulsion ne résout rien mais rajoute de la précarité à la misère.

Nous avons évoqué le blocage du parcours du logement sur notre secteur.

En effet, comment accepter que des personnes ressortent de « la maison de Jouan », lieu d'hébergement d'urgence, sans aucune avancée dans leur dossier, sans proposition de logement ? La seule solution à ce type de blocage est bien la multiplication de l'offre de logements par de la construction.

Nous avons donc abordé les « zones à enjeu » de Sophia-Antipolis avec, entre autre, notre volonté de voir des zones mixtes sur les Clausonnes et les Trois-Moulins.

Monsieur le Sous-préfet nous a affirmé que l'Etat ne lâchera pas 90 ha de terrain public aux Clausonnes sans la construction de logements. Nous serons donc très attentifs à ce qu'un pourcentage conséquent soit pour le logement social.

Au sujet d'Astek, Monsieur le Sous-préfet a rencontré les délégués syndicaux du personnel et suit le dossier attentivement. Monsieur Platano, Directeur général faisant fonction de Directeur des Ressources humaines (organisation assez curieuse pour une grande entreprise) a maintenu sa plainte au Tribunal correctionnel contre des salariés pour diffamation à cause d'une banderole « Platano escroc ». Ce Monsieur Platano nous apparaît bien susceptible et nous serons aux côtés des salariés lors du procès.

Notre vigilance pour le Droit au logement pour tous reste entière et nous voyons bien l'extrême urgence de mobiliser tout le foncier public à des constructions de logements et à trouver des lieux d'hébergement et de logement type « Villa rosa » dans notre ville pour éviter les drames humains que représentent les expulsions.